

| PATRIMOINE |

Struthof : la restauration de la mémoire

Il y a 75 ans, en 1941, les nazis débutaient la construction du camp de concentration de Natzweiler-Struthof. Aujourd'hui, ce haut-lieu de la mémoire nationale bénéficie de tranches de restauration. Elles ont concerné deux baraques et vont maintenant profiter au monument aux martyrs et à la nécropole. Avant, peut-être, les miradors.

Textes : Hervé de Chalendard
Photos : Dominique Gutekunst

Chaque week-end suivant le 18 juin, une cérémonie commémorative est organisée devant la « Flamme mémorielle », en surplomb de l'ancien camp nazi de Natzweiler-Struthof. Inauguré le 23 juillet 1960 par le général de Gaulle, ce haut monument de pierre blanche (il culmine à plus de 40 mètres) abrite le caveau du déporté inconnu et rend hommage « Aux martyrs et héros de la Déportation ». Mais cette année, les 26 et 27 juin 2016, ces cérémonies ont pris place dans l'enceinte du camp, tout en bas, face à la fosse aux cendres.

Depuis le printemps, l'accès au monument est fermé. « Des morceaux de parement sont tombés, explique Frédérique Neau-Dufour, directrice du Centre européen du résistant déporté (CERD), installé sur le site du Struthof. Ce monument est bien mal en point... » Des branches poussent des-



L'accès à la « flamme mémorielle » est actuellement fermé. Photo L'Alsace

sus, « mais ce n'est pas le plus grave. Le grand problème, c'est qu'il n'est plus étanche. »

Les barrières empêchent également l'accès à la nécropole. Ici reposent 1 118 déportés morts pour la France. Certains sont passés par le Struthof, mais ils sont tous décédés dans d'autres camps : les morts du Struthof étaient brûlés. Ce cimetière est lui aussi « en piteux état » : la mauvaise herbe s'enracine dans la feutrine qui était censée la stopper, les allées se mettent à gondoler, les croix de béton grises n'ont pas la dignité des croix blanches plantées souvent en ces lieux... « On a souvent des remarques concernant cette situation, confie la directrice. Je trouve que c'est bon signe : ça prouve que les visiteurs ne sont pas indifférents. »

« Volonté politique »

Le CERD et l'État, propriétaire du site par le biais du ministère des Anciens combattants, ne sont pas non plus. Des études débutent sous la houlette de l'architecte en chef des Monuments historiques, Christophe Bottineau. Il faudra les valider et le chantier de restauration de la flamme de pierre et de la nécropole pourrait se mener en 2017, ou plus sûrement 2018. On peut s'attendre à une facture de l'ordre de 2 millions d'euros.

« On arrive à ce moment où l'on doit restaurer la mémoire, constate Frédérique Neau-Dufour. Ça ne concerne plus seulement les bâtiments historiques, mais aussi l'après. » Mais les bâtiments de l'époque sont aussi concernés. Quand les nazis ont bâti ce camp, à partir de 1941, ils ne se préoc-



Des études sont en cours avant que ne soient réalisés des travaux de restauration de la nécropole. Dans le futur, il faudra aussi se pencher sur le cas des huit miradors du camp, particulièrement abîmés. Photo L'Alsace

cupaient pas de sa pérennité, 75 ans plus tard...

Ce souci de conservation est actuellement clairement affiché : « L'État fait un énorme effort, et c'est une volonté politique. Ça signifie que, parce que les temps sont durs, il faut accorder une grande importance à la transmission d'une histoire difficile, mais constitutive de valeurs républicaines. On se tourne d'ailleurs de plus en plus vers nous pour parler de ces valeurs, telles que le vivre ensemble ou l'État de droit. »

L'effort de l'État s'était manifesté avec la restauration, entre 2013 et 2016, des baraques de la prison et du crématoire, pour un coût qui dépasse 1,5 million d'euros. Les bois étaient pourris, les sols abîmés... Grâce aux

travaux effectués, on a pu ouvrir au public, par petits groupes, l'accès à l'aile ouest du crématoire. « C'est la zone où arrivaient les déportés. On les rasait, douchait, désinfectait... Dans cet endroit commençait le processus de déshumanisation. Dix minutes après, ils ne se reconnaissaient plus. Ils n'étaient plus des hommes, mais des déportés. Des Stück. »

L'effort de l'État se manifeste encore en 2018 ou 2019 – dans le bâtiment de la chambre à gaz – avec l'installation d'une exposition permanente – et par l'achat de l'auberge qui lui fait face (lire ci-dessous).

Baraques brûlées

La directrice espère qu'il se manifeste-

ra toujours dans le futur. Car les huit miradors ont eux aussi besoin de soins urgents. Quand viendra leur tour – s'il vient – se posera la question de savoir si on remet les balcons qui servaient aux SS à tirer sur les déportés... Ceux-ci avaient été supprimés pendant la période pénitentiaire du camp, dans l'immédiat après-guerre.

Restera enfin le cas de la baraque cuisine, qui sert aujourd'hui de local technique. Sur les 17 baraques que comprenait le camp nazi, il en reste quatre : le musée, le bunker, le crématoire et la cuisine. Les 13 autres ont été brûlées lors d'une cérémonie officielle, par l'État, en 1954... Ça peut surprendre aujourd'hui, mais c'était peut-être visionnaire : on se doutait alors que l'on ne pourrait pas faire l'effort de tout préserver.

Un portail réinventé

C'est le symbole du Struthof. Là où les visiteurs font des selfies... Mais le grand portail du camp est historiquement faux : ce n'est pas celui qui franchissaient les déportés. Le portail nazi était moins haut et impressionnant. Celui-ci a été construit dans les années 1950. « Le lieu était horrible, il fallait un portail horrible ! », commente Frédérique Neau-Dufour.

Le débat se posera dans le cadre d'une éventuelle restauration : faudrait-il alors revenir au modèle d'origine ? « Je serais plutôt pour garder celui-ci, se positionne la directrice, car c'est devenu l'emblème du camp, et c'est aussi l'emblème d'une vision. Mais il faut l'expliquer aux visiteurs, par le biais d'un panneau, pour que ça ne paraisse pas mensonger. »



Le portail actuel date des années 1950. Photo L'Alsace

Là où le camp a démarré

L'État a décidé d'acheter l'auberge du Struthof, qui a fermé ses portes il y a un an et se situe en face de la chambre à gaz, en contrebas du camp. Il s'agit ainsi de donner « sa pleine cohérence mémorielle » au site. C'est là que les premières baraques avaient été installées.

Lors de sa venue au Struthof le 26 juin dernier, le secrétaire d'État aux Anciens combattants Jean-Marc Todeschini a annoncé que l'État avait décidé de se porter acquéreur de l'auberge située en contrebas du camp, en face de la chambre à gaz.

Cet établissement a fermé ses portes il y a un an, après la retraite de son propriétaire. « Pour des familles de victimes, la présence d'une auberge face à la chambre à gaz pouvait être choquante », constate Frédérique Neau-Dufour. En revanche, pour des personnes du coin, c'est la chambre à gaz qui était incongrue à cet endroit, et qui n'inverse... L'auberge existait avant le

camp. Elle se situait au pied de l'ancienne piste de ski. « Le bâtiment de la chambre à gaz était à l'origine sa salle des fêtes ou de bal.

Si la directrice a milité pour l'achat de l'auberge – à présent acté –, c'est d'abord, comme l'a dit le secrétaire d'État, pour redonner au site « sa pleine cohérence mémorielle ». « Pour moi, l'auberge et la chambre à gaz sont le camp bas et le camp actuel est le camp haut, précise la directrice. Et ce camp bas est le point de départ du camp. Quand les nazis sont arrivés, ils ont réquisitionné l'auberge, qui est devenue leur Kommandantur. Les 150 premiers déportés étaient dans des

baraques à proximité. » C'est là que fut installé le premier crématoire, là que furent dispersées les premières cendres.

« Une concertation »

Cette acquisition permettra donc de redonner au camp une unité qui n'est plus perceptible aujourd'hui. Des coupes forestières pourraient d'ailleurs restaurer cette visibilité entre le bas et le haut. Mais quelle destination donner au bâtiment ? « J'ai souhaité ouvrir une concertation sur cette question avec les acteurs locaux, dont les collectivités et le Mémorial d'Alsace-Moselle », annonce Frédérique



Fermée depuis un an, l'auberge vient d'être rachetée par l'État. Photo L'Alsace

Neau-Dufour. On décidera ensemble ce qui est le plus pertinent. » Ce pourrait être un espace d'exposition, un lieu d'accueil pour les scolaires, l'occasion d'aménager une salle de conférences... Une utilisation « pédagogique » du bâtiment semble en tout cas la plus probable. Par ailleurs, l'auberge est aussi, elle-même, « un témoin du passage des bourreaux. Elle a

peu changé depuis cette époque. » Une fois le projet défini, reviendra l'éternelle question : celle du financement. Le bâtiment a d'ores et déjà besoin d'une sérieuse remise en état. La directrice n'exclut pas de recourir à une souscription : « Sur des sujets concrets comme celui-ci, les gens s'impliquent. Ils ont l'impression de faire œuvre utile. »

Repères

- **Fréquentation** : l'an dernier, dans la foulée de la venue du président François Hollande le 26 avril 2015, le site du Struthof a connu une de ses meilleures affluences, avec 186 000 visiteurs (dont 47 % d'étrangers, parmi lesquels 60 % d'Allemands). Cette année, la fréquentation est pour l'instant inférieure de seulement 5 % par rapport à l'an dernier. Le site est fermé en janvier et février.
- **Exposition** : jusqu'au 23 décembre est visible au CERD l'exposition « Qu'y a-t-il de plus triste qu'un train ? ». Elle montre le regard de quatre artistes européens (vidéaste, peintres, photographe) sur la déportation et la mémoire.
- **Jazz** : un concert de jazz avec la pianiste Virginie Déjos, le saxophoniste Jean-Pierre Baragioli et la chanteuse Emilie Blondel, est organisé ce dimanche 23 octobre à 15 h, au CERD. Entrée libre.

■ SURFER www.struthof.fr